

Le patrimoine bâti, victime du progrès.

Après la seconde guerre, la France a connu plusieurs décennies de modernisation qui ont marqué profondément son économie et son territoire. Cette marche vers le progrès a permis une amélioration du confort des logements mais elle a aussi engendré une importante dégradation du patrimoine architectural, ce qui n'a pas été le cas dans tous les pays.

J'ai grandi à Grenoble dans les années 60, et je revois la vétusté d'un centre historique laissé à l'abandon tandis que s'édifiaient à quelques pas les Trois Tours de cent mètres de haut aujourd'hui labellisées "Patrimoine du XXe siècle". Quelques années plus tard, le "blockhaus" de la nouvelle maison du Tourisme venait masquer, au cœur du centre ville, la belle façade du Lycée Stendhal. J'ai vu démonter les vitrines de bois des anciennes boutiques pour les remplacer par des cadres d'aluminium, recouvrir les façades 1900 des Galeries Modernes de dalles de béton et, plus tard, détruire la brasserie Belle Époque "le Grand Café" pour en faire un fast-food.

Puis j'ai débuté ma vie professionnelle en restaurant de vieilles pierres dans les villages du Diois, territoire de poche au sud du Vercors. C'était dans les années 70, bien ancrées dans l'esprit des "30 glorieuses". Tout le monde, au moins dans ma génération, sait ce qui caractérise ces trois décennies de croissance rapide et de prospérité : augmentation du niveau de vie, développement de l'industrie et des infrastructures, accès aux loisirs... et nouvelle phase d'exode rural liée à la mécanisation de l'agriculture et aux remembrements.

Les conditions étaient donc réunies pour une vague sans précédent de rénovation du bâti rural ; les "vieilles pierres" à reprendre étaient nombreuses, les congés encourageaient le désir de résidence secondaire et l'attachement au "pays de l'enfance" restait fort, l'argent était disponible et l'inflation allégeait les dettes d'année en année. Hélas, au lieu de restaurer ce magnifique patrimoine régional dans le respect de sa tradition, on s'empessa, dans la plupart des cas, de le moderniser. La liste des dégradations et violences infligées aux maisons de pays est interminable : murs de pierre redressés au ciment, fenêtres élargies au carré et façades trouées de baies démesurées, remplacement de la tuile de pays par n'importe quel matériau industriel, ajout de verrues disproportionnées, grillages et portails ouvrant sur une allée de pavés autobloquants... j'en passe et de pires. Comment comprendre un tel mépris pour l'art de bâtir qui a donné à la France cette merveilleuse diversité de construction, en parfaite harmonie avec ses paysages ?

On trouve quelques contre-exemples, là où la qualité exceptionnelle du lieu a permis à une clientèle exigeante d'imposer son goût de "l'authentique", comme dans le Luberon, mais cette période a essentiellement été celle de la destruction du patrimoine.

Quelques années plus tard, je suis parti travailler dans le sud de l'Angleterre, et j'ai découvert l'incontournable High Street commerçante qui fait la fierté de chaque petite ville, enchaînant les façades de brique et les devantures de bois, les enseignes peintes et les vieux réverbères. Explorant la campagne, j'ai admiré le soin avec lequel les anglais entretiennent les vieux cottages devant lesquels stationnent souvent une Morris Minor ou une Rover des années 60, en parfait état. J'ai constaté l'attachement des britanniques à leurs traditions et aux témoignages du passé, révélant le conservatisme d'une population soucieuse de préserver l'héritage qu'elle a reçu des générations précédentes, et je m'interroge sur l'origine de cette divergence culturelle.

Peut-être que la vision du progrès issue de la Révolution Française a joué un rôle déterminant en accréditant l'idée que pour avancer il ne faut pas craindre de faire table rase du passé. Une fois

encore, je ferai appel à Tocqueville qui met en lumière l'opposition entre les temps aristocratiques et le siècle d'égalité :

“Ce n'est pas que les peuples aristocratiques refusent à l'homme la faculté de perfectionner mais ils conçoivent l'amélioration, non le changement [...], et ils la renferment d'avance dans certaines limites”. Et plus loin : “À mesure que les castes disparaissent, [...] que les usages, les coutumes et les lois varient, que d'anciennes opinions disparaissent, et que d'autres prennent leur place, l'image d'une perfection idéale se présente à l'esprit. De continuels changements se passent alors à chaque instant sous les yeux de chaque homme”. Propos à mettre en relation avec la loi Le Chapelier de 1791 entraînant la dissolution et l'interdiction des corporations professionnelles et du compagnonnage au nom de la liberté de chacun “d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouve bon”, sans considération pour l'intérêt de la transmission des savoir-faire et des normes traditionnels. Pour Tocqueville, cette rupture ouvre la porte à une perte de culture, laquelle sera inévitablement balayée dans la course au progrès matériel : “L'amour du bien-être est devenu le goût national et dominant ; [...] il entraîne tout dans son cours. Les constants efforts auxquels chacun se livre pour se le procurer, font prédominer le goût de l'utile sur l'amour du beau”.

Chaque jour, ou presque, je passe devant les ruines de l'Abbaye de Cluny et j'éprouve un peu de ce sentiment de désolation que l'on ressent face à la barbarie. C'était la Maior Ecclesia, la plus grande église du monde pendant plus de trois siècles. Une merveille de l'art roman que les révolutionnaires vont piller et miner dès 1791 et qui sera vendue en 1798 pour servir de carrière de pierre. En 1810, on fait exploser la façade et le grand portail. Au nom de quoi ? De la promesse d'un avenir radieux qui ne saurait être édifié sans faire table rase du passé. Et je repense avec une sorte d'indulgence rétrospective à Philippe, mon premier patron et maître en restauration, qui se faisait un devoir de travailler chaque 14 juillet !

Jacques Beaumier, 2021